
Introduction

Document/ation : Pouvoir, intérêts, redevabilités

Stacy Leigh Pigg, Susan L. Erikson and Kathleen Inglis *Simon Fraser University*
Translated from the original by Arienne Dorval

Résumé : Dans cette introduction, nous avançons que l'attention ethnographique portée aux documents, un élément banal de notre quotidien, peut révéler des manœuvres sociales qui accélèrent ou préservent des configurations particulières de pouvoir et d'imputabilité. Nous employons l'expression « document/ation » pour rendre compte des possibles relevant des moments d'action. Les articles de ce numéro spécial mettent en évidence les tensions dynamiques entre la systématisation et l'ambiguïté qui résultent des situations de vérification, d'appréciation et de validation.

Mots-clés : documents, organisations, matérialité, culture d'audit, bureaucratie, surveillance, vie quotidienne

Abstract: In this introduction we argue that ethnographic attention to documents, as a mundane feature of everyday life, can reveal social manoeuvres that accelerate or detain particular configurations of power and accountability. We use the term “document/ation” to convey this space of possibility in moments of action. The articles collected in this special issue foreground the dynamic tensions between systematisation and ambiguity that arise in situations of verification, appraisal or validation.

Keywords: documents, organisations, materiality, audit culture, bureaucracy, surveillance, everyday life

Dans ce numéro spécial, nous reprenons l'idée qu'un document est une action tout autant qu'une chose. Dans la forme et la formalisation d'un document réside une multitude désordonnée de possibilités. Un document n'est pas simplement une mise en texte d'informations. Ce n'est pas non plus exclusivement une trace, un dossier, une forme, ni même un recueil de faits. Un document se définit par le fait que quelque chose a été « conservé ou enregistré *aux fins* de représenter, de reconstituer ou de prouver un phénomène ou physique ou intellectuel »¹. Les buts sociaux et les moyens matériels se conjuguent inopinément, se fusionnent même parfois, au moins pour un certain temps.

Pourtant, en tant qu'objets ordinaires, les documents eux-mêmes peuvent sembler banalement fonctionnels. Ils s'auto-contextualisent en poursuivant leurs objectifs de par leur existence et leur forme matérielle mêmes. Et puisque les documents servent aux bureaucraties et à la tenue des registres institutionnels, leur présence produit ce que Rozenblit et Keil (2002) appellent « l'illusion de profondeur explicative » quant à leurs objectifs sociaux : autrement dit, nous pensons saisir comment fonctionnent les choses familières bien mieux que nous ne le faisons en réalité. La plupart des individus considèrent comme allant de soi les formulations des documents et les routines documentaires. Ceux à qui les documents s'adressent, ce à quoi ils servent, ce qu'ils accomplissent et comment ils le font : tout cela peut sembler évident. Cette impression d'aplatissement et de prévisibilité est l'une des caractéristiques notables des documents en tant qu'objets sociaux, et ce, que les documents en question soient pris au sérieux ou non. Dans ce numéro spécial, nous tentons de déceler les nuances cachées dans la banalité des documents pour répondre à la question suivante : quels pouvoirs, quels intérêts et quelles redevabilités sont (im)mobilisées lorsque les individus travaillent avec et sur les documents ? Nous cherchons des réponses non instrumentalistes qui permettent d'imaginer une multitude de *possibilités* de vie sociale des documents.

Plus précisément, les articles réunis ici mettent au premier plan ces moments où les individus, les politiques ou les projets font l'objet d'une évaluation. En situation de vérification et de validation, les documents mobilisent l'attention humaine. Surgissent alors des déséquilibres de pouvoir : les jugements et les appréciations impliquent des relations, des valeurs, des structures. Comment les documents sont-ils utilisés, mis en œuvre, perçus, adaptés ou ignorés dans de tels moments d'évaluation ? Quels types de comptes sont rendus ? Avec quoi ou avec qui ? Les études réunies ici décrivent comment les individus eux-mêmes conçoivent les documents avec lesquels ils interagissent, de même que les systèmes auxquels ils sont supposément rattachés par le biais de ces documents.

Pouvoir, intérêts, redevabilités

Document/ation : le suffixe « -ation » indique un processus, une action, un état, une condition ou un résultat. Ainsi, lorsque nous parlons de *documentation*, nous cherchons à ouvrir un espace pour interroger le comment et le pourquoi, le quand et le où, le qui et le « dans quel but ». En faisant la distinction entre *documentation* et *document/ation*, nous visons à compliquer les images conventionnelles de la bureaucratie routinière et anonyme, de la réglementation, la classification et la surveillance, et du « *gatekeeping* »², autant d'images qui servent un lieu de pouvoir singulier. À l'inverse, nous préconisons ici l'examen ethnographique minutieux des tensions dynamiques entre systématisation et ambiguïté qui résident au cœur de nombreuses pratiques documentaires.

Les documents sont souvent le premier point de passage pour les individus en cours de légitimation ou d'ascension sociale. Ils sont utilisés partout comme première étape pour obtenir des bénéfices ou satisfaire des désirs. Vous voulez acheter un billet, solliciter un conseil financier, ouvrir un compte Facebook ? Il y a un formulaire à remplir. Vous souhaitez traverser une frontière internationale, obtenir l'aide de l'État suite à une catastrophe ou être admis à l'hôpital ? Des papiers doivent être présentés. Que ce soit dans les simples activités quotidiennes ou dans les situations de vie ou de mort – ou encore dans les nombreuses situations intermédiaires à la fois graves et routinières – les documents occupent une place prépondérante, quoique normalement silencieuse, dans des négociations qui portent à la fois sur l'accès à quelque chose et sur l'évaluation d'un individu.

Inspirée des pratiques ancestrales de surveillance des remparts de la ville, la métaphore du « *gatekeeping* » est aujourd'hui intégrée au langage courant et, par conséquent, aux hypothèses fondamentales sur le fonctionnement du monde. Elle est devenue une philosophie de

vie (Lakoff 1980) qui façonne parfois les attentes conventionnelles des acteurs sociaux vis-à-vis des systèmes auxquels ils participent et dont ils contribuent à la reproduction. Le *gatekeeper* exerce son pouvoir en contrôlant l'accès à quelque chose, en déterminant quels individus ou quelles informations peuvent passer de l'extérieur vers l'intérieur. Pour le requérant, être en possession du bon document ou d'un document contenant les bonnes informations permet d'accéder aux droits et aux ressources institutionnelles. Le requérant s'attend à ce qu'on lui accorde (ou refuse) l'entrée dans un ensemble organisé de possibilités qui ont déjà été au moins partiellement imaginées comme un but. D'un point de vue résolument ethnométhodologique, nous pourrions dire que les pratiques sociales sur lesquelles reposent les structures de « *gatekeeping* » convergent autour du document comme objet, celui-ci étant considéré par les acteurs sociaux comme une preuve d'admission à une sphère valorisée d'appartenance. Les individus qui opèrent dans le cadre du « *gatekeeping* » traitent le document à la fois comme un précieux gage de légitimité et comme le moyen d'avancer leurs intérêts dans des systèmes distributionnels saturés de pouvoir au sein desquels ils désirent être inclus. Lorsque les acteurs sociaux – de part et d'autre de la frontière – interagissent de la sorte avec les documents, ils « entretiennent ce qui constitue pour eux des relations de pouvoir dans des cadres sociaux particuliers » (Schneider 2007 : 185).

De même, la métaphore du « *gatekeeping* » peut sous-tendre les préconceptions des individus positionnés des deux côtés de la frontière à propos de ce qui s'y joue. Les études publiées dans ce numéro spécial donnent à voir des individus qui font un usage non conventionnel des documents aux frontières, dans la mesure où ils estiment que celles-ci ne sont pas toutes créées ou défendues de la même façon. En plus de présenter les documents comme les lieux d'une banalité quotidienne féconde, nos recherches montrent que les frontières peuvent être désordonnées, partiales ou mal gérées. Nous reviendrons plus loin sur ce que révèlent précisément ces études. Pour le moment, nous joignons la métaphore de la « *chute* » (au sens anglais du terme) à celle de la frontière pour évoquer une image apparentée et ainsi déplacer le point de vue sur l'interaction entre le pouvoir, les intérêts et la redevabilité dans les pratiques documentaires. Une « *chute* » est un point de passage étroit qui restreint et ralentit le mouvement d'un espace à un autre. Par exemple, les fermiers déplacent leur bétail du pâturage à l'enclos en regroupant le troupeau à travers une frontière de ce type. De part et d'autre de cette frontière se déploie un mouvement non structuré

au sein d'un espace plus vaste. C'est seulement au lieu de la « chute » qu'un contrôle directionnel est exercé. Ces points de passage structurent le mouvement d'abord parce qu'il est évident qu'on doit les traverser de manière ordonnée pour atteindre l'autre côté. Ils peuvent être surveillés par un « gardien » ou alors la fonction de contrôle peut y être intégrée pour en faire des infrastructures autogérées. Or, ce qui distingue ces situations de l'image plus familière du « *gatekeeping* » est le fait qu'une fois passé ce seul moment contraint et contraignant, des possibilités divergentes, voire imprévisibles, peuvent s'ouvrir à nouveau. Si la métaphore traditionnelle du « *gatekeeping* » présuppose une géographie sociale plate, stable et répartie entre des domaines bien délimités, la métaphore de la « chute » évoque de multiples chemins vers une variété de mondes possibles, un peu comme les dessins de l'artiste graphique néerlandais M. C. Escher. Elle renvoie à de multiples dimensions spatialisées coexistantes comme dans les dessins d'Escher ; un passage semblant mener dans une direction peut soudainement bifurquer à l'angle d'un mur et pénétrer dans un autre domaine de possibilités.

Les articles inclus dans ce numéro spécial montrent que les acteurs sociaux eux-mêmes conçoivent l'organisation du monde social davantage comme un ensemble mouvant d'assemblages entrecroisés que comme une carte de principautés héréditaires lourdement surveillées. Lorsque les individus voient le chemin se rétrécir, ils ralentissent pour manœuvrer habilement à travers la « chute ». Et ils s'attendent à ce qu'une fois traversé ce passage institutionnel particulier, ils puissent se déplacer à leur guise, du moins jusqu'à ce qu'ils arrivent à la prochaine frontière sur le chemin qu'ils se sont tracé. Or cela implique un degré d'indétermination, de potentialité, de l'autre côté du passage. La circulation temporelle et l'anticipation des attentes d'autrui sont parfois intégrées aux savoirs conventionnels sur le fonctionnement des choses et sur la manière de les faire avancer. L'étude minutieuse de l'utilisation, du traitement et de la dissémination des documents permet ainsi de révéler la façon dont vivent les individus au quotidien, dans et entre les différents domaines.

Les articles de ce numéro mettent également en lumière les caractéristiques des « chutes » documentaires, en particulier celles engendrées par les procédures d'audit et de reddition de comptes. S'appuyant sur Power (1997), Shore et Wright (2015 : 422) décrivent les cultures de l'audit comme des contextes où les principes et les procédures d'audit « sont devenus des principes d'organisation centraux dans tous les aspects de la société ». Les contextes sont des « constellations de processus »

qui peuvent être considérées comme ayant « induit une transformation complète du mode de gestion et de gouvernance des individus, des organisations et même des pays » (*Ibid.*). Au nom des vertus de la transparence et de la redevabilité, les indicateurs d'audit et de performance génèrent un amas de documents qui fixent les termes, vérifient les mesures, et démontrent que des progrès ont été réalisés.

L'influence et le pouvoir s'exercent ici sur des individus qui se fraient un chemin à travers les différents domaines, en les obligeant à une prise de conscience de soi et des forces qui les contraignent. Les *gatekeepers* ne sont pas toujours perceptibles et il n'y a pas toujours une voie de passage singulière et distincte menant d'un ici à un là-bas. Les motivations particulières derrière la production de documents engagent plutôt les individus dans les champs de force de la redevabilité. Plutôt que des frontières – réelles ou métaphoriques –, on observe un encerclement qui maintient, de manière discrète et habituellement impersonnelle, les individus à l'intérieur ou à l'extérieur des domaines de l'intérêt et du gain. Bien souvent, il est impossible de sauter ou de passer à travers ces « barrières invisibles » et pourtant ressenties. Comme l'observe Strathern, les personnes auditées sont « transformées en auto-auditeurs éthiques – typiquement, elles s'auditent elles-mêmes avant que les experts n'arrivent » (2006 : 191).

Les attentes occupent une place prépondérante dans les opérations des cultures de l'audit. Les mesures et les indicateurs d'audit contenus dans les documents se transforment en objectifs par un jeu de miroirs, reconfigurant les organisations en contextes qui poussent à entreprendre des actions tout en gardant un œil sur la redevabilité engendrée par celles-ci. Mais qui se joue de qui ? La capacité sociale humaine « à anticiper la façon dont les individus vont se comporter » est ici subornée (Strathern 2006 : 197). Les directeurs de l'audit peuvent se sentir obligés d'inventer de nouvelles mesures afin de devancer la tendance à manipuler les documents, par exemple à travers l'exploitation des indicateurs (Merry 2011 ; Shore et Wright 2015 ; Strathern 2006). Comme le montrent les articles de ce numéro, cela peut favoriser une auto-régulation pernicieuse qui piège les individus (Favret-Saada 1980) dans un jeu de devinettes dont les buts intéressés seront encodés dans le prochain cycle de l'audit. Ici aussi nous avançons l'idée que l'examen ethnographique minutieux de la façon dont les individus interagissent au quotidien avec les documents ouvre de nouvelles pistes pour comprendre comment les activités « s'accomplissent » (au sens ethnométhodologique classique du terme) dans les cultures documentaires.

Ce que font les documents

Il est raisonnable de penser les documents d'abord et avant tout comme des dispositifs utilisés par les bureaucraties. Tous et chacun traitent les documents de la sorte. De ce point de vue, les documents sous-tendent le contrôle bureaucratique en tant que moyens de détenir, diffuser ou partager des informations. Si les institutions exercent bel et bien un contrôle social, alors il peut sembler logique que les documents soient un instrument de ce contrôle. Le pouvoir réside dans l'information que contient le document. Les pratiques gouvernementales reposent en effet sur ce postulat depuis des décennies (Breckenridge 2014 ; Hetherington 2011 : 150).

Cependant, il convient de rappeler la célèbre remarque formulée par Max Weber, alors qu'il s'interrogeait sur ce qui fait d'une organisation bureaucratique une forme sociale distincte : « [la] gestion du bureau moderne est fondée sur des documents écrits (les dossiers) [...] Le corps des officiers activement engagés dans un bureau "public" ainsi que le dispositif respectif des instruments matériels et des dossiers forment un "bureau" » (Weber 1946 : 197). En d'autres termes, les parcours mêmes de circulation des documents tracent les contours des structures organisationnelles. Plus encore, Weber considérait la fabrication, la conservation, l'extraction, le déplacement et l'examen des documents comme une « ressource matérielle de gestion » (*Ibid.* : 221) qui sert simultanément à *consolider* le pouvoir bureaucratique dans son ensemble et à *coordonner* les rôles fonctionnels de soutien à une autorité dépersonnalisée. Consigner les « faits » des individus, noter les choses, créer des archives d'informations concernant les actions à mener plutôt que les individus : ces actes constituent les rouages du moteur rationnel de la vie organisationnelle.

L'analyse wébérienne de la forme bureaucratique a été affinée et réexaminée depuis sa formulation initiale³. Hull (2012b : 257) nous met en garde contre « une hypothèse de concordance trop étroite entre les pratiques documentaires et l'ordre organisationnel », selon laquelle les bureaucraties poseraient une menace en tant qu'instruments de contrôle social inexorablement unifiés et parfaitement précis. Une vision instrumentale des documents-au-service-du-pouvoir-bureaucratique paraît simple et parfois même attrayante de par l'illusion de profondeur explicative qu'elle produit. Le concept de Dorothy Smith (1990) d'une « organisation sociale médiatisée textuellement » rappelle la façon dont le caractère textuel même des documents coordonne les processus de travail. Smith estime que les documents de travail – tels les dossiers médicaux, les rapports d'admission, les plans stratégiques – sous-tendent les structures dominantes en organisant les relations de travail et en les

subordonnant à des régimes institutionnels (Smith 2005). Plus précisément, on peut constater que les documents en tant qu'objets de travail offrent de par leur forme matérielle des « potentialités » qui favorisent des façons singulières de travailler et d'entrer en relation (Hartwood *et al.* 2011). Les documents ont des vies sociales (Brenneis 2006 ; Brown et Duguid 1996, 2000 ; Cabot 2012 ; Harper 1998) dans le sens où ils sont impliqués dans des communautés et des relations particulières⁴ ou dans ce qu'Anselm Strauss et ses successeurs ont traité méthodologiquement comme des mondes sociaux (Clarke et Star 2008 ; Strauss 1978).

De même, les documents ont été conceptualisés à travers le concept foucauldien de discours, de façon à attirer l'attention sur les modes systématiques de désignation, classification et analyse du monde. Grâce à Foucault, les anthropologues se sont intéressés à la façon dont le pouvoir opère à travers la constitution du savoir, créant un semblant de sens commun et subordonnant de la sorte les autres discours possibles. Foucault affirmait que le pouvoir fonctionne par le biais du discours en pénétrant et façonnant la compréhension de soi des individus – un effet de subjectivation dont les implications renversent les modèles traditionnels de la force et de l'obéissance. Pour sa part, Hacking (1986) suggérait que les documents qui imposent la classification des individus « constituent » effectivement la façon dont se vit le fait d'être une personne.

Dans une autre veine, les travaux portant sur les pratiques de recherche scientifique se sont penchés plus avant sur la myriade d'activités d'enregistrement, d'agencement, de manipulation, de visualisation et de partage de données. Par exemple, la théorie de l'acteur-réseau (Latour 1987) dirige l'attention sur les processus par lesquels les documents mobilisent les individus, les perspectives, les pratiques et les lieux dans le temps et l'espace. C'est à *travers* la mobilité des choses comme les cartes et les graphiques que de tels réseaux gagnent en pouvoir et fixent les significations partagées ; ils ne sont pas le simple reflet d'intérêts sociaux « comme si la société « reflétée » existait ailleurs et était composée d'autres choses » (Latour 2000 : 113-114).

Chacun de ces concepts offre un prisme qui éclaire les indices orientant le regard vers ce que font les documents. Malgré ces cadres analytiques bien connus, les documents eux-mêmes demeurent des objets d'étude anthropologique étranges et plutôt flous⁵. Il nous semble fascinant de considérer les documents-dans-le-monde comme étant socialement féconds, leur existence, leur forme et leur utilisation mêmes engendrant des manières d'être et d'entrer en relation. Qu'accomplissent *socialement* les documents en tant qu'objets ou artefacts intégrés aux pratiques ? Ce numéro spécial a pour but de

montrer qu'on peut théoriser les documents comme des technologies spécifiquement sémiotiques⁶ pourvues de « capacités » pour « la coordination et le contrôle des organisations ainsi que des terrains sur lesquels elles opèrent » (Hull 2012b : 256).

Thèmes

Chacun des articles de ce numéro porte sur un moment d'évaluation fonctionnant comme une charnière : une situation créée par l'intransigeance d'un régime, d'une norme ou d'une obligation de présenter un certain type de documents. Les ethnographes explorent ici la façon dont les individus perçoivent les ambiguïtés et y répondent en ajustant leurs comportements sur un mode créatif, trouvant ainsi des manières d'être et de faire, non pas malgré les demandes de documents, mais souvent à cause d'elles ou à travers elles⁷. Les auteurs entrent dans les détails de l'expérience ordinaire, s'attachant sur la « / », cette charnière qui fait pivoter le/la document/ation d'une forme matérielle à un acte social. Ce faisant, ils font émerger les thèmes suivants :

(1) *Stratégies créatives de contournement comme orientation quotidienne* : Dans la mesure où les documents forment depuis longtemps des frontières sur la voie de l'accès aux ressources, ils engendrent inévitablement des stratégies de contournement du système perçu : dans les différents actes de documentation, qui manipule qui et pour se jouer de quoi ? De nombreux articles de ce numéro donnent à voir des individus qui traitent les documents avec ironie, comme des formalités temporaires dans des systèmes pouvant être bernés. Les processus entourant la documentation offrent des lieux d'opportunité stratégique, d'indifférence bienveillante et d'ignorance sélective. Au niveau de l'agencéité individuelle, les individus réalisent en quoi consistent les processus et découvrent comment les subvertir pour obtenir ce dont ils ont besoin. Ils ajustent leurs comportements sur un mode créatif face à la rigidité des systèmes et des catégories contenues au sein des formes documentaires elles-mêmes (Inglis, Thedvall, Thomson, dans ce numéro). Parfois, ils agissent *en dépit de* ce que le document exige (Butt, Kalman, dans ce numéro). L'étude des techniques, esthétiques et idéologies de contournement nous aide à faire le dur labeur ethnographique qui peut aboutir à la remise en cause des présupposés normatifs de la documentation comme consentement bureaucratique anodin.

(2) *Déroulement temporel* : De par leur nature même, les pratiques documentaires encodent une relation au temps. Lorsque l'on aborde la temporalité des document/ations, on ne parle pas seulement des logiques sociales élémentaires qui surgissent de l'existence au fil

du temps, comme le veut la théorie de la pratique (Bourdieu 1977). De nombreux documents enregistrent les faits par écrit ou dans une base de données de sorte que, quand des événements fugaces se transforment en passé, une trace peut être projetée dans le futur. D'autres documents orientent vers un éventuel besoin, par exemple les demandes d'attestation de paiement, d'éligibilité ou d'admissibilité ou alors les demandes de vérification de conformité aux procédures. Un document peut impliquer un futur dans lequel il s'avèrera, sinon requis, du moins utile. *Re-placer* les activités de documentation dans les sphères humaines exige donc de se pencher sur les nuances temporelles des pratiques documentaires telles que l'anticipation, la temporisation ou l'oubli, pour y déceler des indices sur la façon dont les documents organisent ou échouent à organiser les individus.

Les documents situent les interprétations des passés, présents et futurs possibles. En d'autres termes, ils *positionnent* des temporalités : pour les requérants et les demandeurs, les archivistes, les « *gatekeepers* » et les dépositaires de dossiers ; pour un individu faisant l'objet d'un examen ; et pour un auditeur évaluant les autres. Nous pourrions parler de systèmes, mais le fait est que le système n'est pas le même pour tous. Les document/ations – en tant qu'activités temporelles inscrites par des pratiques documentaires – impliquent tout du moins des rôles et des statuts dans des institutions et des mondes sociaux. Il y a dans les documents des catégories qui transcendent l'individu, mais qui visent à le contenir d'une façon particulière et à un moment particulier, pour un instant ou pour toujours. De même, les règles de la documentation peuvent être délibérément utilisées pour paralyser un processus, gagner du temps ou décourager certaines actions (Butt, Grinberg, dans ce numéro). « Mettre un dossier sous la pile » est une habitude bien connue des fonctionnaires confirmés qui ne peuvent se permettre de dire « non » en public, mais qui ne peuvent ou ne veulent pas non plus donner leur accord immédiat.

Les savoirs sociaux des individus concernant les rapports de pouvoir sont immédiatement apparents dans l'interprétation temporalisée qu'ils font de leur rapport à la documentation. Comment les individus se comportent-ils dès lors qu'ils s'attendent raisonnablement à faire l'objet d'une demande de documentation ? Dans certains cas, plus les individus sont situés au bas de la hiérarchie, plus ils adhèrent strictement au modèle en place (Inglis, Thedvall, dans ce numéro), alors que dans d'autres, ils imaginent pouvoir prendre des raccourcis, user d'expédients, traverser sans documents (Butt, Ecks, et Kalman,

dans ce numéro). Il importe de souligner que les orientations anticipatives ont un caractère collectif. Les individus échangent et diffusent des savoirs concernant les procédures bureaucratiques.

(3) *Les effets de procuration* : Les documents – leur production, obtention, archivage, présentation, vérification, déplacement – tendent souvent à devenir des fins en soi (Grinberg, Inglis, Thedvall, Thomson, dans ce numéro). Lorsque le numérique et le papier remplacent la communication et la compréhension directes, les activités humaines fondamentales se transforment. Les opérations de document/ation par procuration peuvent être pensées comme une concrétisation inappropriée à travers laquelle les activités documentaires sont prises (erronément) pour d'autres. Les individus, les processus et les programmes sont suspendus entre un régime documentaire fétichisé et tous les autres modes possibles d'enregistrement des événements en cours. Cette situation est particulièrement évidente dans les domaines de la santé, l'éducation et l'humanitaire. Lorsque des activités telles que la collecte des données, la tenue des registres ou la création des plans se réifient de la sorte, la distance entre ce qui est documenté (inscrit) et ce qui se documente (la vie sociale désordonnée) s'évanouit par effet de procuration.

(4) *Ambiguïté et fécondité du brouillard*: Les ambiguïtés des processus documentaires offrent des possibilités d'agencéité et de méconnaissance au sein des processus bureaucratiques en tant que tels. Des tensions fondamentales entre systématisation et ambiguïté résident au cœur de plusieurs des pratiques documentaires décrites dans ce numéro. Il existe des ambiguïtés dans les catégories de n'importe quel document, de même qu'autour des usages et des trajectoires des documents physiques eux-mêmes.

En outre, les documents créent des formes particulières de savoir et de validation qui sont parfois difficiles à discerner – du fait du brouillard généré – tout en entretenant une aura factuelle suspendue dans un rapport contradictoire à l'expérience connue. Taussig (1984 : 492, 494), y voyant là plus qu'une simple contradiction, a forgé le concept de brouillard épistémique pour saisir la façon dont « l'interaction précaire entre vérité et illusion devient une force sociale ». Dans ses écrits sur ce qu'il nomme la culture de la terreur, nourrie par les atrocités coloniales de l'Amazonie péruvienne au début du XX^e siècle, Taussig remarque que la répétition de récits d'incidents extrêmes dans les archives coloniales soulève des questions quant à leur exactitude tout en les inscrivant comme événements. Ce flottement irrésolu entre certitude-et-doute, vérité-et-illusion, est ce que Taussig nomme le brouillard épistémique, état qu'il considère

comme une pratique politique qui paralyse la résistance en déplaçant les perceptions simples de la vérité et de la rumeur. Ni simple incertitude ni ambiguïté, le brouillard épistémique est une oscillation qui défie toute résolution. On peut facilement imaginer les documents s'appropriant le temps et l'espace pour un « traitement » qui n'a pas lieu, tels des substituts à des futurs jamais pleinement réalisés. Par conséquent, en tant que lieux de pratiques ordinaires, les documents peuvent produire un brouillard épistémique comme une fin en soi, alors même que les efficacités politiques sont opérationnalisées par le biais de l'opacité (Bubandt 2009 ; Ecks, Grinberg, Inglis, Thedvall, dans ce numéro).

Dans la banalité documentaire, nous avons découvert des rêves éteints (Thomson), des écoles maternelles modernisées (Thedvall), des détenteurs de cartes cyniques (Ecks), des familles qui déclarent des naissances en toute indifférence (Butt), des ONG trop attentionnées (Inglis), des télécopies inutiles (Grinberg) et des exceptions historiques (Kalman). Nous avons trouvé des corps validés, exemptés, interdits et bannis. Nous avons constaté que si les effets des documents se diffusent, c'est souvent de manière inégale et disparate, voire même, comme le montrent certains des articles, en l'absence des documents eux-mêmes.

Les Cas

Les cartes d'identité biométriques, tout comme les autres papiers d'identité délivrés par l'État, légitiment les droits des citoyens aux prestations. Ce faisant, elles promettent d'éliminer la fraude et les tromperies par la technologie biométrique qui inscrit l'acte même d'identification encore plus fermement sur le corps de l'individu. Les cartes d'identité biométriques relient le document au détenteur par des moyens technologiques présentés comme plus véridiques et plus durables. L'article de Stefan Ecks (dans ce numéro) s'intéresse aux inscriptions pour les cartes à puces biométriques dans le sud de l'Inde, révélant la précarité d'un tel système. Ecks décrit comment les cartes d'identité biométriques ont été conçues par le gouvernement et les assureurs privés pour permettre aux inscrits de « devenir des consommateurs de soins de santé qui maximisent pleinement leurs bénéfices ». En parallèle, les inscrits craignent une mise en œuvre déficiente des prestations de santé, comme cela a été le cas dans le passé. Les cartes d'identité biométriques ne sont, après tout, que des cartes brillantes en plastique. Les ménages interrogés sont parfaitement conscients du fait que les cartes d'assurance maladie biométriques nouvellement introduites n'ont de valeur que parce que les politiciens actuels ont pu instaurer le programme en grande hâte. Peu croient que l'innovation majeure en matière de soins de santé portée par un seul

gouvernement sera reprise par les prochains dirigeants (un scénario qui se déroule présentement aux États-Unis dans des registres de santé plus vastes). Le spectre temporel des documents est la continuité – dans la durée et d'un gouvernement à un autre. La recherche d'Ecks focalise l'attention sur les cartes à puces indiennes afin de montrer que la rhétorique de démarginalisation documentaire n'affronte pas la réalité des inégalités économiques persistantes.

Leslie Butt (dans ce numéro) se penche sur les certificats de naissance indonésiens dans son analyse de l'autorité étatique sur la citoyenneté. En décrivant la situation des communautés de Lombok, en Indonésie, Butt rappelle aux lecteurs que l'omniprésence des papiers d'identité dans la vie quotidienne n'est en aucun cas un phénomène universel. Un gouffre sépare ici l'insistance de l'État indonésien quant à la nécessité primordiale du certificat de naissance et les perceptions locales selon lesquelles une telle documentation est inutile ou aisément falsifiée si nécessaire. Comme le montre Butt, là où les documents sont absents, c'est l'absence qui peut être la plus révélatrice. En explorant les activités qui relient le travail de la main-d'œuvre migrante aux certificats de naissance, Butt problématise l'hypothèse voulant que les documents soient perçus simplement comme des sous-produits inévitables de l'autorité étatique. Elle renverse plutôt cette perspective en donnant à voir des perceptions de l'inutilité des certificats de naissance. Elle focalise « l'attention sur l'étrangeté de la demande de création d'un lien immédiat entre un nouveau-né et une nation » par l'intermédiaire de témoins sanctionnés par l'État pour *voir* des nouveau-nés émerger du corps de leur mère. Les certificats de naissance fonctionnent comme des marqueurs de l'État, dit-elle, et ce qui est foncièrement intéressant, c'est l'ampleur et les logiques de la non-conformité. Elle cite le cas d'un élu de village ayant choisi d'utiliser des faux noms sur ses documents d'immigration pour échapper au contrôle qui s'effectue à travers les archives gouvernementales. Butt juxtapose cette stratégie et d'autres solutions de contournement agentif aux ambitions de l'État indonésien qui aspire à se moderniser par le biais de « régularités bureaucratiques ». Le faible taux d'enregistrement des naissances à Lombok est davantage lié à l'absence de documents qu'à la baisse effective du taux de naissances. Butt pointe la faiblesse des systèmes – y compris celui de la santé publique mondiale – qui placent trop d'espoir dans des méthodes énumératives auxquelles échappent de grands pans de la réalité. L'examen ethnographique des formes et des idéologies de contournement peut contribuer à la remise en cause

des visions normatives de la documentation comme consentement bureaucratique anodin.

Nous avons tous besoin d'un passeport pour traverser une frontière internationale : le/la document/ation de passage à la frontière est une *chose*. Pour les membres des communautés autochtones dont le territoire existait avant les frontières des États-nations actuels, comme dans le cas de la nation Akwesasne décrit par Ian Kalman (dans ce numéro), le moment d'attente normalisé où un passeport doit être présenté à la frontière cristallise l'actuelle remise en cause du *statu quo* de la citoyenneté qui découle de la construction récente des États-nations. Cette remise en cause peut être une présence qui se signale par l'absence de documents de passage, une population autochtone qui choisit d'exercer son droit d'être exempté du contrôle de documents. Kalman décrit comment les changements récents dans les exigences relatives au passage des frontières ont généré des formes particulières de marginalisation et de défavorisation, qui se manifestent au niveau de l'expérience comme une réduction de la marge de manœuvre. L'analyse de Kalman met en évidence la façon dont les savoirs concernant les procédures bureaucratiques circulent au sein des groupes (un thème également abordé dans les articles d'Inglis et de Thomson). Dans le cas de la nation Akwesasne, où les bulletins d'informations communautaires publient les mises à jour en matière de documents requis pour traverser la frontière, ces savoirs sont explicites et propositionnels. Comme le montre par ailleurs Kalman, ils peuvent aussi être plus diffus, allant des conversations ordinaires sur « ce qui m'est arrivé à la frontière aujourd'hui » jusqu'aux décisions spontanées et circonstanciées quant au document à présenter (ou non). Les savoirs peuvent être gestuels, incarnés, et mis en scène. Ce peut être la manière dont un conducteur reste assis devant un agent frontalier, sans bouger, sans parler, et sans présenter le document puisqu'il s'attend à ce qu'il le lui soit demandé. Ce peut être le fait de savoir que l'agent est obligé de demander le document. Et ce peut être la remise en cause de la frontière elle-même, suite au rappel de l'exemption autochtone à travers la non-présentation délibérée, revêche et même surjouée du document (passeport) qui est d'habitude automatiquement exigé aux frontières internationales. De tels savoirs peuvent inclure l'art subtil du « *timing* » – c'est-à-dire, savoir choisir quand et comment produire le bon document, de façon à apparaître comme une personne sincère et non pas comme quelqu'un qui manipule le système en anticipant les demandes qui lui seront faites tout au long du processus bureaucratique. L'absence de documents devient donc elle aussi une *chose*, quelque

chose à gérer, un défi qui appelle une riposte selon la description des Comaroffs (1991). Comme le rapporte Kalman, les exemptions ont historiquement un précédent juridique, mais cela est en train de changer. Et c'est ainsi que se nouent de nouvelles relations sociales. Alors que Kalman explore la nouveauté de la situation actuelle au Canada, les droits autochtones font de plus en plus l'objet de renégociations à travers le pays, au fur et à mesure que les Premières Nations se permettent des infractions documentaires et territoriales.

Les documents servent à la fois de requête et de preuve dans des systèmes qui décident si les personnes déplacées par la guerre peuvent être considérées ou non comme de vrais réfugiés. L'article de Marnie Thomson (dans ce numéro) explore comment les réfugiés congolais manœuvrent dans des conditions de danger et de violence, lorsque les enjeux de l'acte même de documentation de ces conditions sont particulièrement élevés. L'article de Thomson renforce l'idée que les passés et les futurs peuvent être configurés par des temporalités implicites qui sont inhérentes aux pratiques documentaires. Les événements passés rendent impossible le retour à la maison des réfugiés congolais installés dans les camps ; or leur réinstallation dans un nouveau pays dépend de l'anticipation stratégique de la version sélective du passé la plus à même de garantir des possibilités futures. Les réfugiés doivent s'en tenir à des récits de victimisation et de persécution persistantes dans les camps. L'importance des événements cataclysmiques, souvent traumatiques, qui les ont d'abord menés au camp de réfugiés s'estompe en comparaison. Dans cette situation, plusieurs voies de calcul de risques s'entrecroisent. Un régime documentaire qui demande des preuves d'expériences vécues dont l'ampleur est, in fine, impossible à démontrer oblige à se tourner vers le passé pour en extraire des événements qui pourront être convenablement documentés. En outre, les documents exigent de se tourner vers le présent du fait de la nécessité d'obtenir la documentation sur-le-champ, et ce, en vue d'un examen futur imaginé. Cet exemple montre ce qui peut se produire lorsque les espoirs de vie au sens le plus large se fraient un chemin à travers des « chutes » documentaires particulièrement étroites.

Le document « Plan d'action » fonctionne comme un outil crucial dans les organisations dirigées selon les méthodes de gestion « lean », un modèle développé par la compagnie automobile Toyota pour éliminer le gaspillage en rationalisant continuellement les activités de travail. L'article de Renita Thedvall (dans ce numéro) décrit les activités curieuses qui résultent de la transplantation de ce modèle dans une école maternelle en Suède. En se focalisant sur le document « Plan d'action »,

Thedvall montre que l'idéologie rigide inhérente à la conception du document incite les enseignants à présenter leurs activités éducatives auprès d'enfants de maternelle en termes d'objectifs qui peuvent être décomposés en étapes linéaires, puis observés et mesurés. La composition graphique du formulaire – les cases vides et étiquetées qui demandent à être remplies – encourage les enseignants à formuler ce qu'ils font dans des termes étrangement éloignés de ce qu'ils font en réalité. Les mots inscrits sur la page comme « objectifs » ont peu à voir avec l'engagement réalisé et intériorisé par les enseignants pour le développement et l'enrichissement de l'enfant. Thedvall montre que l'exercice de création de « plans d'action » détourne d'autres façons de considérer ce qui fait un bon travail préscolaire, en forçant les enseignants à segmenter artificiellement la mise en œuvre spontanée et quotidienne du jugement et des habiletés. En termes sémiotiques, les signifiants inscrits sur le formulaire appellent des signifiés qui semblent concrets et réels du simple fait qu'ils sont nommés, mais qui sont déconnectés et flottent loin de ce qu'ils prétendent faire, à savoir éduquer de jeunes enfants.

La production de données de santé dans le Sud global est devenue une industrie en soi. Kathleen Inglis (dans ce numéro) montre que les pratiques documentaires qui fondent « la surveillance et l'évaluation » (« *monitoring and evaluation* », M&E) d'un programme de prévention du VIH au Ghana ne font pas que refléter les relations d'aide hiérarchiques, mais les reproduisent accidentellement. Des armées de travailleurs de terrain collectent et enregistrent des données brutes. Ces activités reposent sur une quête de vérité et ont pour but à la fois de déterminer les facteurs de mauvaise santé et de découvrir ce qui fonctionne. La formation de ces travailleurs met l'accent non seulement sur le besoin scientifique de méthodes de collecte de données rigoureusement standardisées, mais aussi sur la valeur morale inhérente à la précision absolue et à la tenue des registres exacte et minutieuse. « La Feuille » (« *the Sheet* ») à laquelle se réfère Inglis – le journal de bord quotidien dans lequel sont sommairement codées les activités de rayonnement des Ghanéens travaillant sur le VIH/SIDA – est le mécanisme ordinaire qui a permis d'imposer le régime documentaire exigé par l'Agence américaine du développement international pour la poursuite du financement du programme. Les travailleurs ressentent une pression pour atteindre les objectifs fixés, puisqu'ils sont régulièrement prévenus que des résultats décevants pourraient conduire à leur licenciement. Comme le souligne Inglis, les « Feuilles » fonctionnent comme des supports mnémotechniques de la position subordonnée des travailleurs ghanéens. Ceux-ci

savent qu'ils sont employés seulement comme des « exécutants de tâches et des producteurs de données, et non pas [comme] des créateurs ou des collaborateurs ». L'industrie plus vaste de la santé humanitaire au Ghana embauche régulièrement des Ghanéens dans ce type d'emplois limités et sans débouchés. Les documents servent à maintenir les relations néocoloniales élémentaires qui refusent à la classe professionnelle ghanéenne l'autorité souveraine sur les prises de décision en matière de soins de santé. L'enjeu ici n'est pas la validité des données, mais plutôt les acteurs, les activités et les desseins qui se retrouvent coincés dans l'espace entre un système documentaire fétichisé et d'autres manières possibles de pratiquer la santé mondiale.

Les télécopies sont le principal moyen qu'ont les ONG de documenter les violations des droits de la personne perpétrées par Israël dans les territoires palestiniens occupés. L'article d'Omri Grinberg (dans ce numéro) montre que la décision de l'État israélien d'utiliser la technologie désuète et peu fiable des télécopieurs comme mode principal de communication avec les ONG ayant pour mission de documenter les violations de droits de la personne contribue tout autant, sinon plus, à la construction des rapports de pouvoir coloniaux que les documents eux-mêmes. Face aux pannes des systèmes de télécopie, au processus laborieux d'envoi et de réception des télécopies et d'obtention par téléphone d'une confirmation que les fonctionnaires indifférents les ont bien reçues, les travailleurs des ONG luttent pour mettre les victimes sur la voie de la justice. Et c'est justement l'idée, nous dit Grinberg : le lourd processus de documentation bureaucratique sert à renforcer la politique du régime israélien en « garantissant que ces mécanismes échoueront à assurer aux Palestiniens la protection ou la justice, les dissuadant ainsi de faire appel à l'État et faisant savoir aux ONG que leur lutte pour le changement est futile ». Les efforts des ONG pour obtenir justice supposent une participation active dans des procédures de télécopie qui les impliquent incidemment dans un système restreignant leur capacité d'action. En fixant l'attention sur leur rôle de fonctionnaires qui envoient des télécopies, leur « mimétisme » des pratiques de l'État sape, à leur grande frustration, leur engagement dans une forme humaine d'action politique. Grinberg présente les ONG comme des intermédiaires dans un système d'inégalités, remettant en cause les conceptions simplistes d'un pouvoir postcolonial descendant (un thème également souligné par Inglis). Les documents constituent des technologies de pouvoir

non seulement par leur contenu et leur forme matérielle, mais aussi par la manière dont ils sont immobilisés. L'article de Grinberg rappelle que les infrastructures technologiques aptes à (im)mobiliser tiennent une place aussi importante dans les études du/de la documentation que les documents eux-mêmes.

Conclusion

Notre numéro spécial pose la question de ce que les documents accomplissent socialement. La réponse qu'apportent les études réunies ici est : une multitude de choses. Les documents façonnent, mais ne disciplinent pas entièrement les comportements humains. Les individus composent avec les effets documentaires, élaborent des solutions de contournement créatives, se méfient des délais et des interruptions de procédure ainsi que du brouillard procédural. Les documents-dans-le-monde donnent lieu à des moments où les inégalités de pouvoir deviennent soudain visibles, où les « *gatekeepers* » peuvent exercer leurs imposants pouvoirs dans des actes d'évaluation. Ce sont des moments où il faut rendre des comptes. Les individus qui présentent un passeport à une frontière ou des documents reconnus valables devant un tribunal de contrôle des décisions concernant les réfugiés, ou encore ceux qui utilisent une carte d'identité biométrique pour obtenir des soins de santé, se trouvent en position de vulnérabilité pendant une minute, une heure ou une année. C'est dans ces moments que comptent les documents. Or, ce que montrent les études de ce numéro spécial, ce sont les possibilités offertes par ces moments de reddition des comptes, c'est le fait que différents « types » d'individus rendent des comptes de différentes manières et que ces redditions varient à travers le monde. On ne peut connaître à l'avance et avec certitude l'issue de l'examen d'un document. Il y a des gardes-frontières grincheux qui font la pluie et le beau temps, des fonctionnaires indifférents qui égarent des papiers qu'on ne reverra jamais plus, des cartes biométriques qui sont défectueuses. Ou alors nos documents – et donc nous-mêmes – nous frayons un chemin à travers la « chute » documentaire vers de nouveaux domaines de possibilités. Le fait est qu'en matière de documents et de documentation, nous sommes dans l'incertain. C'est pourquoi nous préconisons ici l'examen ethnographique minutieux des contingences sociales dynamiques qui sous-tendent les pratiques documentaires, afin de discerner comment les documents génèrent des manières d'être et d'entrer en relation.

Stacy Pigg, *Professor, Department of Anthropology, Simon Fraser University, Burnaby, BC. Courriel : slpigg@gmail.com.*

Susan L. Erikson, *Associate Professor, Faculty of Health Sciences, Simon Fraser University, Burnaby, BC. Courriel : slerikson@sfu.ca.*

Kathleen Inglis, *Department of Anthropology, Simon Fraser University, Burnaby, BC. Courriel : klinglis@sfu.ca.*

Notes

- 1 Nous soulignons ce passage de la citation de Briet (2006: 10). Voir également Buckland 1997 pour une revue de l'évolution de la notion de « document ».
- 2 Le « *gatekeeper* », littéralement le « garde-frontière », assure les fonctions de surveillance, de contrôle, de protection et de conservation.
- 3 Voir, par exemple, l'importante réorientation de Bittner (1965) d'une conception formaliste et normative de l'organisation vers l'étude de « la signification des règles comme constructions conventionnelles du point de vue des individus qui les promulguent et vivent avec elles » (p. 251).
- 4 Les spécialistes des pratiques documentaires se sont penchés sur la capacité des documents à constituer des communautés, observant la manière dont ceux-ci favorisent un sens partagé d'identité et de proximité parmi un groupe d'individus préalablement dispersés et déconnectés (voir Anderson 1983 ; Brown et Duguid 1996 ; Price 1963 ; Strauss 1978).
- 5 D'habitude, les documents et les pratiques documentaires surgissent comme des objets d'analyse pertinents dans le cadre de recherches axées sur d'autres questions, ce qui explique pourquoi les divers champs d'étude tendent à s'y intéresser pour différentes raisons. Ainsi, la sociologie organisationnelle, fondée sur les idées fondamentales de Weber, a toujours considéré les papiers, les dossiers et la tenue des registres comme des moyens de maintenir les structures qui permettent aux organisations hiérarchiques de perdurer dans le temps. De même, les études portant sur les mécanismes de contrôle social – par exemple, les travaux sur les institutions disciplinaires telles que les prisons, les établissements militaires, les écoles et les hôpitaux – font apparaître les documents comme des moyens de réglementer la conformité ou d'assurer la surveillance. Or, dans l'anthropologie contemporaine, c'est en raison du nouvel intérêt pour le fonctionnement quotidien de l'État, les savoirs des experts et les processus mondiaux médiatisés par des organisations transnationales et/ou par la science que les ethnographes sont confrontés aux pratiques documentaires. Ainsi, les études critiques du développement et de l'humanitaire se sont d'abord intéressées à la prolifération des « descriptions de programme, rapports d'évaluation, rapports de recherche, rapports de réunion, articles universitaires, etc. » (Escobar 1995 : 112 ; voir aussi Ferguson 1994), considérant le vaste corpus de documents relatifs au développement comme des lieux qui dévoilent les cadres discursifs sous-jacents. En revanche, lorsque les ethnographes se sont penchés

sur le travail impliqué dans la production de documents qui sont au cœur même de la pratique du développement international, des projets de santé mondiale et des interventions humanitaires, ils ont observé les ratages et les brèches, les effacements et les clôtures, les silences et les négociations (Adams 2016 ; Biruk 2012, 2018 ; Erikson 2012, 2015 ; Harper 2005 ; Kingori et Gerrets 2016 ; Pigg 1997, 2001 ; Riles 2000).

- 6 En rupture avec la littérature antérieure qui abordait les documents et les dossiers comme des « textes » dont seules les qualités discursives et représentationnelles se devaient d'être examinées, des travaux plus récents ont exploré en profondeur les significations symboliques et sémiotiques des formes documentaires. Parmi d'autres qualités, ces travaux ont étudié : les motifs (Riles 1998), les couleurs (Cabot 2012, Thedvall 2015), le langage (Papen 2008; Riles 1998), les annotations (Hetherington 2011), les signes et les symboles comme les timbres, les entêtes et les signatures (Hull 2012a, Lowenkron et Ferreira 2014), les pages ou les dossiers perdus (Hull 2012a), les pages ajoutées (Hetherington 2011) et la taille (Hetherington 2011, Thomson 2012). Des chercheurs récents ont montré que les matériaux d'archive peuvent eux aussi être interprétés à travers leur présence matérielle. L'anthropologue Ann Stoler a ainsi décrit un glissement de « l'archive-comme-source à l'archive-comme-sujet » (Stoler 2002 : 87) par lequel l'analyse en vient à porter non seulement sur le contenu du document, mais aussi sur « sa forme particulière et parfois étrange ». Lorsque les anthropologues ont dirigé leur attention directement sur les documents-dans-la-vie-sociale, les qualités symboliques et matérielles des documents en tant qu'objets sont rapidement devenus évidents. Le glissement des termes analytiques de « texte » à « document » conduit à considérer que « les documents différent et vont au-delà de ce qu'ils disent » (Hull 2012b : 254). Les documents eux-mêmes – leurs qualités symboliques et matérielles – sont porteurs de sens.

Pour saisir cette signification, Hull (2012a) avance le terme « d'idéologie graphique » (« *graphic ideology* »). Hull mobilise le concept « d'idéologie sémiotique » (« *semiotic ideology* ») de Keane (2003 : 419) – lui-même dérivé de « l'idéologie linguistique » (« *linguistic ideology* ») de Silverstein (1979) – défini comme les « hypothèses sur ce que sont les signes [les mots, les gestes, les sons, etc.] et sur la façon dont ceux-ci fonctionnent dans le monde » (Keane *in* Hull 2012a : 14). De même, « les idéologies graphiques sont des ensembles de conceptions sur les artefacts graphiques détenus par leurs utilisateurs » (*Ibid.* : 14). Par exemple, les individus ont des attentes concernant la forme que doit prendre un document officiel et qui exprime l'autorité de l'item/l'émetteur, et le respect des conventions formelles peut faire avancer leur cause. La littérature récente s'abstient volontairement de faire une distinction entre forme et contenu (Hull 2012b), mais souligne la nécessité d'observer les relations entre les discours et leurs formes matérielles, lesquelles façonnent la signification et l'utilisation des documents dans des contextes spécifiques (Hetherington 2011 ; Hull 2012a ; Riles 1998, 2006).

7 Sur ce point, nous rejoignons d'autres travaux récents qui explorent la documentation comme un lieu pouvant être manié par ceux qu'elle est censée contrôler (Cabot 2012 ; Coutin 2003 ; Hetherington 2011 ; Hull 2012a).

Références

- Adams, Vincanne, 2016. *Metrics : What Counts in Global Health*. Durham, Duke University Press. <https://doi.org/10.1215/9780822374480>.
- Anderson, Benedict, 1983. *Imagined Communities : Reflections on the Origins and Spread of Nationalism*. London, Verso.
- Biruk, Crystal, 2012. « Seeing like a Research Project : Producing “high quality data” in AIDS Research in Malawi », *Medical Anthropology*, 31 (4) : 347–366. <https://doi.org/10.1080/01459740.2011.631960>.
- . 2018. *Cooking Data : Culture and Politics in an African Research World*. Durham, Duke University Press.
- Bittner, Egon, 1965. « The concept of organization », *Social Research*, 32 (3) : 239–255.
- Bourdieu, Pierre, 1977. *Outline of a Theory of Practice*. R. Nice, trans. Cambridge, Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/CBO9780511812507>.
- Breckenridge, Keith, 2014. *Biometric State : The Global Politics of Identification and Surveillance in South Africa, 1850 to the Present*. Cambridge, Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/CBO9781139939546>.
- Brenneis, Don, 2006. « Reforming Promise ». In A. Riles (dir.), *Documents*, p. 41–70, Ann Arbor, University of Michigan Press.
- Briet, Suzanne, (2006 [1951]. *What Is Documentation?* R.E Day and L. Martinet, (eds. and trans.). Lanham, Scarecrow.
- Brown, John Seely, and Paul Duguid, 1996. *The Social Life of Documents*. *First Monday* 1(1): n.d. (Page consultée le 5 janvier 2017), <http://firstmonday.org/ojs/index.php/fm/article/view/466/387>
- . 2000. *The Social Life of Information*. Boston, Harvard Business School Press.
- Bubandt, Nils, 2009. « From the enemy’s point of view : violence, empathy, and the ethnography of fakes », *Cultural Anthropology*, 24 (3) : 553–588. <https://doi.org/10.1111/j.1548-1360.2009.01040.x>.
- Buckland, Michael K., 1997. « What is a “document”? », *Journal of the American Society for Information Science*, 48 (9) : 804–809. [https://doi.org/10.1002/\(SICI\)1097-4571\(199709\)48:9<804::AID-ASI5>3.0.CO;2-V](https://doi.org/10.1002/(SICI)1097-4571(199709)48:9<804::AID-ASI5>3.0.CO;2-V).
- Butt, Leslie. 2018. « Absence and Ambiguity: Documenting the Moment of Birth in East Lombok, Indonesia », *Anthropologica* 60(1): 205–215.
- Cabot, Heath, 2012. « The governance of things: documenting limbo in the Greek asylum procedure », *Political and Legal Anthropology Review*, 35 (1) : 11–29. <https://doi.org/10.1111/j.1555-2934.2012.01177.x>.
- Clarke, Adele E., and Susan Leigh Star, 2008. « The social worlds framework : Theory/methods package ». In E.J. Hackett, (dir.), *The Handbook of Science and Technology Studies*, p. 113–137. Cambridge, MIT Press.
- Comaroff, Jean, and John Comaroff, 1991. *Of Revelation and Revolution*. Chicago, University of Chicago Press. <https://doi.org/10.7208/chicago/9780226114477.001.0001>.
- Coutin, Susan, 2003. *Legalizing Moves : Salvadoran Immigrants’ Struggle for U.S. Residency*. Ann Arbor, University of Michigan Press.
- Ecks, Stefan. 2018. « ‘When the Government Changes, the Card Will Also Change’: Questioning Identity in Biometric Smartcards for National Health Insurance (RSBY) in India », *Anthropologica* 60(1): 194–204.
- Erikson, Susan, 2012. « Global Health Business : The Production and Performativity of Statistics in Sierra Leone and Germany », *Medical Anthropology*, 31 (4) : 367–384. <https://doi.org/10.1080/01459740.2011.621908>.
- Erikson, Susan, 2015. « Global health indicators and maternal health futures: The case of intrauterine growth restriction », *Global Public Health: An International Journal for Research, Policy and Practice*, 10 (10) : 1157–1171. <https://doi.org/10.1080/17441692.2015.1034155>.
- Escobar, Arturo, 1995. *Encountering Development : The Making and Unmaking of the Third World*. Princeton, Princeton University Press.
- Favret-Saada, Jeanne, 1980. *Deadly Words : Witchcraft in the Bocage*. Cambridge, Cambridge University Press.
- Ferguson, James, 1994. *The Anti-Politics Machine : “Development”, Depoliticization, and Bureaucratic Power in Lesotho*. Minnesota, University of Minnesota Press.
- Grinberg, Omri, 2018. « Facsimileing the State: The Bureaucracy of Document Transmission in Israeli Human Rights NGOs », *Anthropologica* 60(1): 263–277.
- Hacking, Ian, 1986. « Making Up People ». In T.L. Heller, M. Sosna et D.E. Wellbery (dir.), *Reconstructing Individualism*, p. 161–171. Stanford, Stanford University Press.
- Harper, Ian, 2005. « Interconnected and interinfected: DOTS and the stabilisation of the tuberculosis control programme in Nepal ». In D. Mosse et D. Lewis, (dir.), *The Aid Effect : Giving and Governing in International Development*, p. 126–149. London, Pluto.
- Harper, Richard, 1998. *Inside the IMF : An Ethnography of Documents, Technology and Organizational Action*. San Diego, Academic Press.
- Hartwood, Mark, and Mark Rouncefield, Roger Slack et Andrew Carlin, 2011. « Documents ». In M. Rouncefield et P. Tolmie, (dir.), *Ethnomethodology at Work*, p. 151–171. Farnham, Ashgate
- Hetherington, Gregg, 2011. *The Politics of Transparency in Neoliberal Paraguay*. Durham, Duke University Press.
- Hull, Matthew, 2012a. *Government of Paper : The Materiality of Bureaucracy in Urban Pakistan*. Berkeley, University of California Press. <https://doi.org/10.1525/california/9780520272149.001.0001>.
- Hull, Matthew S., 2012b. « Documents and Bureaucracy », *Annual Review of Anthropology*, 41 (1) : 251–267. <https://doi.org/10.1146/annurev.anthro.012809.104953>.
- Inglis, Kathleen, 2018. « Burden of Proof: Documentation of an HIV Prevention Program in Ghana », *Anthropologica* 60(1): 250–262.
- Kalman, Ian, 2018. « Proofing Exemption: Documenting Indigeneity at the Canada–US Border », *Anthropologica* 60(1): 216–226.
- Keane, Webb, 2003. « Semiotics and the social analysis of material things », *Language & Communication*, 23 (3-4) : 409–425. [https://doi.org/10.1016/S0271-5309\(03\)00010-7](https://doi.org/10.1016/S0271-5309(03)00010-7).

- Kingori, Patricia, and René Gerrets, 2016. « Morals, morale and motivations in data fabrication : Medical research fieldworkers views and practices in two Sub-Saharan African contexts », *Social Science & Medicine*, 166 : 150–159. <https://doi.org/10.1016/j.socscimed.2016.08.019>.
- Lakoff, George, 1980. *Metaphors We Live By*. Chicago, University of Chicago press.
- Latour, Bruno, 1987. *Science in Action : How to Follow Scientists and Engineers through Society*. Cambridge, Harvard University Press.
- Latour, Bruno, 2000. « When things strike back : A possible contribution of ‘science studies’ to the social sciences », *British Journal of Sociology*, 51 (1) : 107–123. <https://doi.org/10.1080/000713100358453>.
- Lowenkron, Laura, and Leticia Ferreira, 2014 « Anthropological perspectives on documents. Ethnographic dialogues on the trail of police papers », *Vibrant: Virtual Brazilian Anthropology*, 11(2), n.p. http://www.scielo.br/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S1809-43412014000200003#tx04 <https://doi.org/10.1590/S1809-43412014000200003>.
- Merry, Sally Engle, 2011. « Measuring the world : Indicators, human rights, and global governance », *Current Anthropology*, 52 (S3 Suppl 3) : S83–S95. <https://doi.org/10.1086/657241>.
- Papen, Uta, 2008. « Pregnancy starts with a literacy event : Pregnancy and antenatal care as textually mediated experiences », *Ethnography*, 9 (3) : 377–402. <https://doi.org/10.1177/1466138108094976>.
- Pigg, Stacy Leigh, 1997. « “Found in Most Traditional Societies”: Traditional Medical Practitioners between Culture and Development ». In F. Cooper et R. Packard, (dir.), *International Development and the Social Sciences*, p. 259–290. Berkeley, University of California Press.
- . 2001. « Languages of sex and AIDS in Nepal : Notes on the social production of commensurability. Theme Issue “Anthropology and / in / of Science” », *Cultural Anthropology*, 16 (4) : 481–541. <https://doi.org/10.1525/can.2001.16.4.481>.
- Potter, Michael, 1997. *The Audit Society : Rituals of Verification*. Oxford, Oxford University Press.
- Price, Derek J. De Solla, 1963. *Little Science. Big Science. . .and Beyond*. New York, Columbia University Press.
- Riles, Annelise, 1998. « Infinity within the brackets », *American Ethnologist*, 25 (3) : 378–398. <https://doi.org/10.1525/ae.1998.25.3.378>.
- . 2000. *The Network Inside Out*. Ann Arbor, University of Michigan Press.
- Riles, Annelise, (dir.), 2006. *Documents*. Ann Arbor, University of Michigan Press. <https://doi.org/10.3998/mpub.185485>.
- Rozenblit, Leonid, and Frank Keil, 2002. « The misunderstood limits of folk science: An illusion of explanatory depth », *Cognitive Science*, 26 (5) : 521–562. https://doi.org/10.1207/s15516709cog2605_1.
- Schneider, Barbara, 2007. « Power as interactional accomplishment : An ethnomethodological perspective on the regulation of communicative practice in Organizations ». In M. Zachry et C. Thralls, (dir.), *Communicative Practices in Workplaces and the Professions: Cultural Perspectives on the regulation of Discourse and Organizations*, p. 181–199. Amityville, Baywood Publishing. <https://doi.org/10.2190/CPIC9>.
- Shore, Cris, and Sharon Wright, 2015. « Audit cultures revisited: Ratings, rankings and the reassembling of society », *Cultural Anthropology*, 56 (3) : 421–444.
- Silverstein, Michael, 1979. « Language, structure and linguistic ideology ». In P.R. Clyne, W.F. Hanks et C.L. Hofbauer, (dir.), *The Elements : A Parasession on Linguistic Units and Levels*, p. 193–247. Chicago, Chicago Linguistic Society.
- Smith, Dorothy, 1990. *Texts, Facts, and Femininity : Exploring the Relations of Ruling*. London, Routledge. <https://doi.org/10.4324/9780203425022>.
- . 2005. *Institutional Ethnography*. Oxford, Altamira Press.
- Stoler, Ann, 2002. « Colonial archives and the arts of governance », *Archival Science*, 2 (1-2) : 87–109. <https://doi.org/10.1007/BF02435632>.
- Strathern, Marilyn, 2006. « Bullet-Proofing: A Tale from the United Kingdom ». In A. Riles (dir.), *Documents*, p. 181–205. Ann Arbor, University of Michigan Press.
- Strauss, Anselm, 1978. « A social world perspective », *Studies in Symbolic Interaction*, 1 : 119–128.
- Taussig, Michael, 1984. « Culture of Terror, Space of Death. Roger Casement’s Putumayo Report and the Explanation of Torture », *Comparative Studies in Society and History*, 26 (3) : 467–497. <https://doi.org/10.1017/S0010417500011105>.
- Thedvall, Renita, 2015. « Managing preschool the Lean way. Evaluating work processes by numbers and colours », *Social Anthropology*, 23 (1) : 42–52. <https://doi.org/10.1111/1469-8676.12105>.
- . 2018. « Plans for Altering Work: Fitting Kids into Car-Management Documents in a Swedish Preschool », *Anthropologica* 60(1): 240–249.
- Thomson, Marnie J., 2012. « Black Boxes of bureaucracy : Transparency and opacity in the resettlement process of Congolese refugees », *PoLAR*, 35 (2) : 186–205. <https://doi.org/10.1111/j.1555-2934.2012.01198.x>.
- . 2018. « What Documents Do Not Do: Papering Persecution and Moments of Recognition in a Congolese Refugee Camp », *Anthropologica* 60(1): 227–239.
- Weber, Max, 1946. *From Max Weber : Essays in Sociology*. Transl and ed. H.H. Gerth Day and C.W. Mills. New York, Oxford University Press.